

5000 manifestant-e-s dans les rues de Liège pour l'emploi ! Et après ?

Écrit par Denis Horman

Mardi, 02 Avril 2013 16:30 - Mis à jour Mardi, 02 Avril 2013 16:42



Ce samedi 30 mars, quelque 5000 personnes, ouvriers, employés, travailleurs du privé et du public, ceux de ArcelorMittal, de Caterpillar, de Ford-Genk, militant-e-s du mouvement associatif, des organisations politiques de la gauche de gauche liégeoise... ont répondu à l'appel du front commun syndical, FGTB-CSC.

Dans une région où Mittal sacrifie à lui seul 10 000 emplois, on ne peut parler de succès de participation.

Faut dire que le choix de la date (le samedi de Pâques !) et la plateforme de la manifestation (tout en condamnant la « logique capitaliste », celle-ci s'en tenait à demander une « politique de relance crédible ») n'étaient pas de nature à galvaniser les troupes.

A l'heure où le patronat licencie à tour de bras, provoquant un bain de sang social dans des entreprises comme ArcelorMittal, Caterpillar, Ford-Genk, à l'heure où le gouvernement Di Rupo décide le blocage des salaires, après avoir décrété l'exclusion massive de chômeurs et la dégressivité des allocations de chômage pratiquement jusqu'au seuil de pauvreté, à l'heure où il continue le démantèlement des services publics, on aurait pu s'attendre à une autre revendication phare que celle inscrite sur la banderole de tête de la manifestation, portée par les directions syndicales : « Une autre politique économique et sociale est indispensable ! ».

Certes, dans la manifestation – sur les pancartes et banderoles- et dans les discours syndicaux, la dénonciation et la condamnation de la « logique capitaliste » furent exprimées, et ici ou là, de manière originale : « le capitalisme ne mourra pas tout seul, aidons-le ! » ; « ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie. Le capitalisme est blessé, qu'il crève » ; « licencier la Troïka, pas les gens ». Sans oublier « Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un balle » ! etc.

Mais, la question reste toujours la même. Dans les syndicats et les mouvements sociaux, de plus en plus de voix se font entendre, plaidant pour un programme d'urgence sociale et un plan

5000 manifestant-e-s dans les rues de Liège pour l'emploi ! Et après ?

Écrit par Denis Horman

Mardi, 02 Avril 2013 16:30 - Mis à jour Mardi, 02 Avril 2013 16:42

d'action interprofessionnel à la hauteur de l'offensive et des défis lancés au mouvement syndical et aux 99% de la population, victime de ce système capitaliste.

Un plan d'action est débattu dans les rangs syndicaux. Les orateurs l'ont évoqué.

L'urgence sociale est là. Les objectifs, avancés ici ou là, devraient être portés « tous ensemble, dans des mobilisations crescendo.

Dans la manifestation de samedi, il y avait encore et toujours la banderole « Sidérurgie, 10 000 emplois perdus ! Politiques, que faites-vous » ? Mais pas (plus) de « Exproprians Mittal » ! Il y avait cependant la distribution d'une pétition, à l'initiative de la FGTB/Liège, dont les deux premiers points sont : (1) « mettre Mittal dehors (expropriation, réquisition ou nationalisation » ; (2) « un portage public de notre sidérurgie pour lui garantir un avenir ambitieux » !

Oui, pour l'expropriation, pour urgence sociale, et mise sous statut public d'entreprises qui sacrifient le sort de milliers de travailleurs et leurs familles aux fonds de pension privés et à la course au maximum de profits !

Et le blocage des salaires ? « Liberté pour les négociations conventionnelles », a déclaré le président de la FGTB de Liège. Concrètement, nos syndicats vont-ils passer outre le scandaleux blocage des salaires ?

« Le discours du gouvernement sur la compétitivité, c'est de l'arnaque » !

La FGTB de Verviers a déclenché et appliqué « l'opération vérité » : « Où est passé l'argent ; dans la poche des actionnaires » ! « Le discours du gouvernement Di Rupo sur la compétitivité des entreprises, en affirmant que tout le monde se serre la ceinture, les travailleurs comme les actionnaires, c'est un discours d'escrocs, c'est de l'arnaque », déclarait, fin novembre 2012,

5000 manifestant-e-s dans les rues de Liège pour l'emploi ! Et après ?

Écrit par Denis Horman

Mardi, 02 Avril 2013 16:30 - Mis à jour Mardi, 02 Avril 2013 16:42

Daniel Richard, le secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB de Verviers. La FGTB de Verviers a passé au crible les données financières (chiffre d'affaires, capital, bénéfices, dividendes, etc.) officiellement déposés auprès de la Banque nationale par 88 entreprises de la région verviétoise pour les années 2005 à 2011.

Conclusion : les chiffres d'affaires ont augmenté ; les bénéfices ont enregistré également une augmentation et **ils ont été pompés à 60% par les actionnaires.**

Alors, quoi de plus légitime que les gains de productivité et le « hold-up » des actionnaires soient redistribués aux salariés, sous forme d'augmentation des salaires bruts et aussi de réduction généralisée du temps de travail !

Sans oublier, dans le plan d'action, l'exigence d'un retour à une indexation des salaires qui reflète vraiment le coût de la vie.

Et les licenciements ? Dans la manifestation, la banderole de la LCR : « Interdisons les licenciements ! Un emploi, c'est un droit » !

Voilà déjà un troisième objectif à intégrer dans le plan de mobilisation interprofessionnel : Stop aux licenciements, en commençant par imposer le vote d'une loi interdisant les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices » !

Dans la manifestation du 30 mars, un groupe de chômeurs, avec la banderole : « Bloquons la machine à exclure » ! OK, les orateurs syndicaux ont, à juste titre, encore dénoncé les mesures d'exclusion des chômeurs et de dégressivité des allocations de chômage. Mais la question : nos organisations syndicales vont-elles intégrer dans le plan d'action interprofessionnel l'objectif du retrait de ces infâmes mesures du gouvernement Di Rupo contre les chômeurs ?

Cela paraît évident pour la revendication d'une fiscalité juste et un impôt sur les grosses fortunes, qui sont déjà partie intégrante des programmes syndicaux,

5000 manifestant-e-s dans les rues de Liège pour l'emploi ! Et après ?

Écrit par Denis Horman

Mardi, 02 Avril 2013 16:30 - Mis à jour Mardi, 02 Avril 2013 16:42

Sans oublier la question de la dette publique, avec la récente mise en place d'un audit citoyen de la dette publique belge, avec la participation active d'organisations syndicales, de mouvements sociaux et d'organisations politiques de gauche. La répudiation des dettes illégitimes complète bien les revendications pour « prendre l'argent là où il est ».



5000 manifestant-e-s dans les rues de Liège pour l'emploi ! Et après ?

Écrit par Denis Horman

Mardi, 02 Avril 2013 16:30 - Mis à jour Mardi, 02 Avril 2013 16:42

